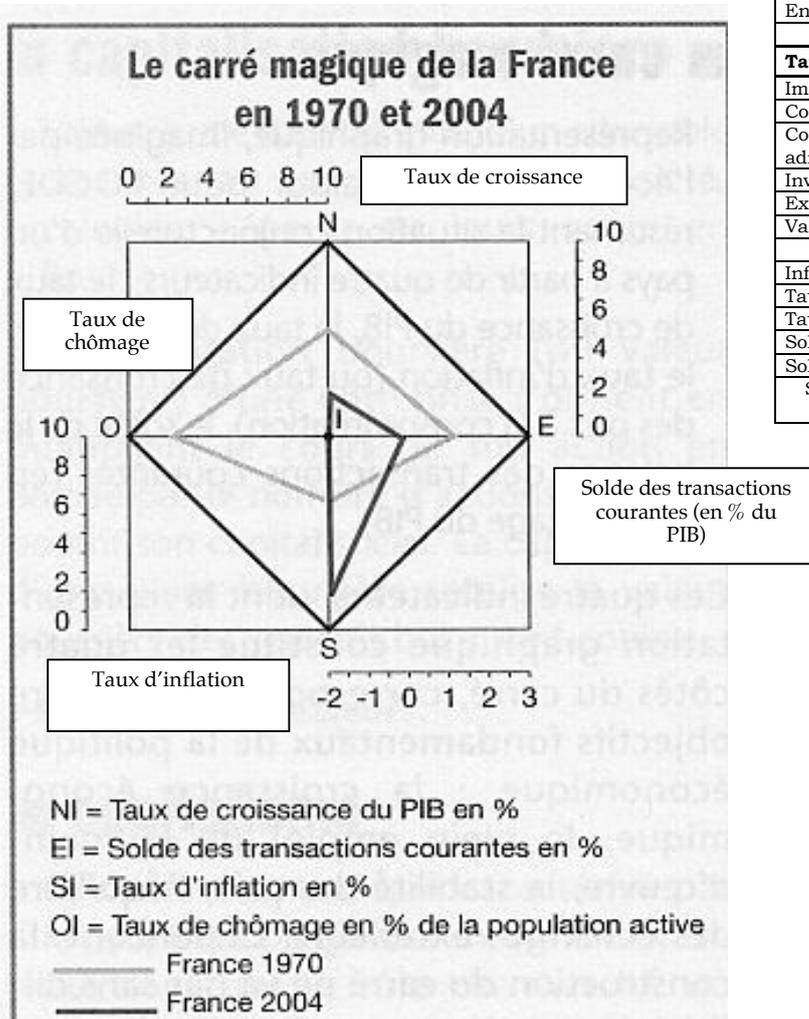


## A) Le carré magique : un outils pour visualiser l'état de santé économique d'un pays

Le but des politiques économiques conjoncturelles est d'atteindre le taux de croissance le plus élevé possible et le taux de chômage le plus faible dans le respect de certains équilibres fondamentaux : la stabilité des prix (équilibre interne) ; ne pas trop s'éloigner de l'équilibre de la balance courante (équilibre externe).

La situation d'un pays peut donc être « résumée » à l'aide d'un « carré magique » comportant quatre axes sur lesquels sont placés les variables liées à l'activité économique (**taux de croissance** et **taux de chômage**) et celles liées aux équilibres (**taux d'inflation** et **solde la balance courante**, en % du PIB). Relier ces différents points permet de faire apparaître une surface qui est d'autant plus importante que la situation du pays est « bonne ». Le « carré magique » permet donc de comparer d'un coup d'œil la situation du pays au cours du temps (ou la situation de plusieurs pays à la même date).

Document 1, Le carré magique (élaboré par l'économiste N. Kaldor)



Document 2, La situation macroéconomique de la France de 2006 à 2010 (Prévisions)

Résumé de la prévision pour la France					
En %, moyenne annuelle					
	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux de croissance du PIB</b>	2,4	2,1	0,3	-2,2	0,9
Importations	6,5	5,9	2,0	-9,6	4,4
Consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	0,8	0,9
Consommation des administrations	1,4	1,3	1,6	1,6	1,3
Investissement total	5,0	4,9	0,3	-7,0	-4,9
Exportations	5,6	3,2	1,1	-10,9	3,7
Variations de stocks			-0,1	-1,4	1,3
Autres indicateurs					
Inflation (IPC)	1,3	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-6,1	-7,2
Solde des transactions courantes			-0,4	-0,1	-0,3

Sources : INSEE, compte trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2009 et 2010.

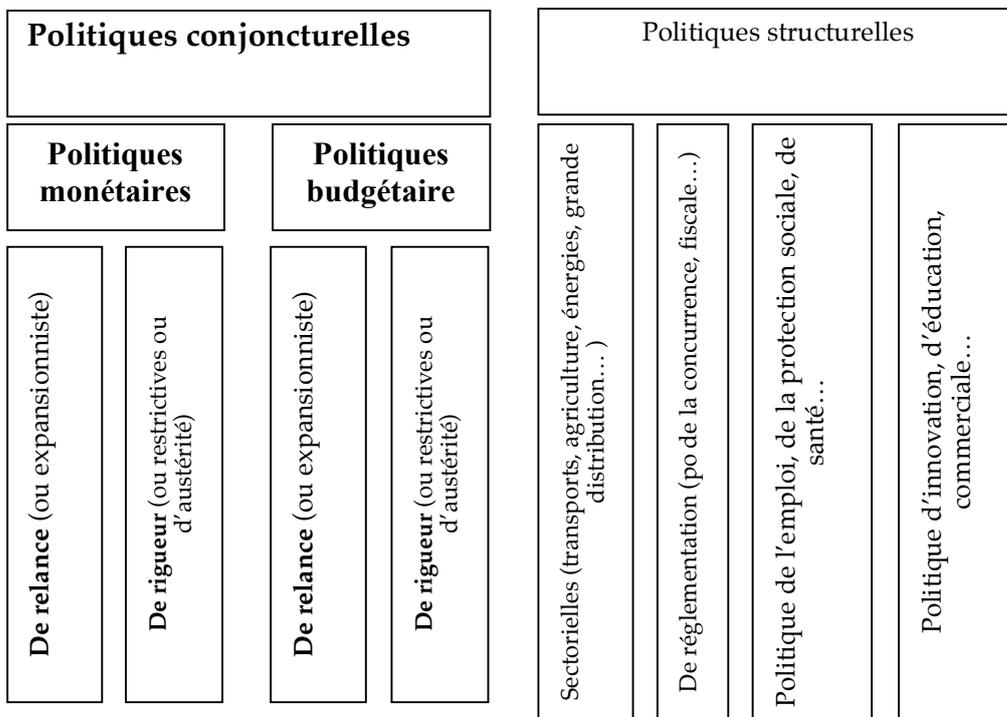
LETTRE DE L'OFCE n°109 (avril 2009) et n°317 (avril 2010)

1. A l'aide des indicateurs choisis dans le document 2, tracez le carré magique 2009 de la France.

2. Afin de comparer les 3 carrés magiques de la France, complétez le tableau suivant :

	1970	2004	2009
Atouts			
Handicaps			

## B) Politique conjoncturelle de relance ou de rigueur ? *That is the question !*



Les **POLITIQUES ECONOMIQUES** désignent l'ensemble des décisions et mesures prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, via des instruments d'action, certains objectifs définis par le gouvernement. Il existe une grande variété de politiques économiques selon les gouvernements et les instruments d'action privilégiés.

Parmi les instruments, les économistes distinguent les politiques **CONJONCTURELLES** des politiques **structurelles**. Les politiques conjoncturelles recouvrent les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics afin d'agir à court terme sur la situation économique (qu'on appelle la conjoncture économique) d'un pays afin d'atteindre les objectifs jugés souhaitables pour la bonne marche économique d'un pays (faible taux de chômage, faible taux d'inflation, taux de croissance élevé, balance commerciale excédentaire notamment, cf. « Carré magique »). Il existe 2 grandes familles de politiques conjoncturelles : les politiques monétaires qui agissent par le biais de la création/restriction de monnaie et les politiques budgétaires qui agissent par le biais des dépenses/recettes publiques.

**TOUTES** les politiques conjoncturelles peuvent viser la relance ou la rigueur selon le sens dans lequel les pouvoirs publics font jouer les instruments monétaires ou budgétaires.

	De relance	De rigueur
<b>Monétaire</b>	<b>Objif</b> : relancer-stimuler la croissance et l'emploi <b>Moyen</b> : Banque Centrale baisse son taux directeur <b>Effets pervers</b> : risque inflationniste	<b>Objif</b> : ralentir le taux d'inflation pour restaurer la compétitivité-prix <b>Moyen</b> : Banque Centrale accroît son taux directeur <b>Effets pervers</b> : ralentissement de la croissance, ↑ chômage
<b>Budgétaire</b>	<b>Objif</b> : relancer-stimuler la croissance et l'emploi <b>Moyens</b> : ↑ dépenses publiques (création d'emplois publics, relèvement des bas revenus, recours au déficit budgétaire), baisses d'impôts (bouclier fiscal, baisse TVA, niches fiscales etc). <b>Effets pervers</b> : <u>contrainte extérieure</u> <sup>1</sup> , ↑ déficit public = endettement pour l'Etat.	<b>Objif</b> : ralentir la croissance jugée inflationniste, réduire le déficit budgétaire. <b>Moyens</b> : hausse des impôts, réduction des dépenses publiques, équilibre voire excédent budgétaire <b>Effets pervers</b> : déprime la consommation et l'investissement
<b>Objectif intermédiaire</b>	Stimuler la demande globale (investissement et consommation)	<u>Désinflation</u> (ralentissement du taux d'inflation qui reste positif cependant), modération salariale (↑ part profits et ↓ part salaires dans PIB).

<sup>1</sup> Influence des échanges extérieurs (M° surtout) d'un pays engendrant une limitation des marges de manœuvre de la politique économique nationale : la plus connue est l'inefficacité relative d'une politique budgétaire de relance en économie ouverte : l'effet relance de la demande intérieure est amoindri par les fuites à travers la demande de produits importés : dégradation du solde commercial et déficit budgétaire.

### C) Piloter l'économie d'un pays dans la mondialisation est complexe

La difficulté est que les différents objectifs économiques sont souvent **contradictoires voire incompatibles** en eux. En fixant une priorité à la croissance et l'emploi, on risque de provoquer un surcroît d'inflation, et inversement. La politique économique conjoncturelle se trouve ainsi souvent confrontée à des **dilemmes** qui imposent des **choix (arbitrages et dosages)** qui seront différents selon les gouvernements (Quel est l'objectif prioritaire : un faible taux d'inflation ou l'emploi ?).

#### 1) Dans le texte ci-dessous, entourez les 2 bonnes réponses parmi les 4 mots entre crochets :

Politiques monétaires et budgétaires sont presque toujours combinées pour accroître les effets positifs ou limiter les effets négatifs. Dans les années 1980, aux USA par exemple, a été menée une politique mixte (*policy mix* qui combine la relance et la rigueur, levier monétaire et budgétaire) sous la présidence de Ronald Reagan qui a consisté à accroître les dépenses militaires et baisser les impôts [relance-rigueur/budgétaire-monétaire], mais en même temps à maintenir des taux d'intérêt élevés [relance-rigueur/budgétaire-monétaire]. On retrouve un autre *policy mix* dans les années 1990 sous la présidence de Bill Clinton : excédent budgétaire [relance-rigueur/budgétaire-monétaire] et politique des taux laxiste [relance /rigueur /budgétaire /monétaire]).

☒ Croissance et Emploi sont 2 variables qui sont corrélées positivement. En effet, un fort taux de croissance du PIB sera créateur d'emplois et un faible taux de chômage favorise une croissance soutenue par la consommation des ménages ; alors que l'inflation dégrade la compétitivité-prix des exportations et encourage les consommateurs à consommer des produits importés (moins chers) ce qui dégrade le solde commercial et inversement.

☒ Inflation et Solde du commerce extérieur (X-M) sont, quant à eux, corrélés négativement.

#### 2) Expliquez pourquoi.

3) Quel(s) type(s) de politiques économiques pourrai(en)t permettre d'améliorer la situation économique actuelle de la France ?

4) Quelles seraient les conséquences négatives (effets pervers) de telles politiques ?

5) Peut-on atteindre tous les objectifs en même temps ? Expliquez.

6) Que peut-on en conclure à propos de la conduite des politiques économiques ?

#### Document 3, Récapitulatif

En période de récession, une politique de relance permet de soutenir la demande intérieure et donc de réaliser une croissance plus élevée et une baisse du taux de chômage ; mais la hausse de la demande peut générer des tensions inflationnistes si la production n'augmente pas suffisamment, et une partie de la demande peut se porter sur les importations, ce qui déséquilibre la balance courante (contrainte extérieure).

Inversement, en période de surchauffe, une politique de rigueur permet, en ralentissant la demande intérieure, de lutter contre les tensions inflationnistes et d'améliorer le solde de la balance courante en restaurant la compétitivité-prix (puisque les prix des biens et services produits sur le territoire augmentent moins vite) ; mais la contraction de la demande globale va freiner la croissance et faire augmenter le chômage.

Une politique de rigueur peut aussi avoir comme objectif de réduire le déficit public en réduisant les dépenses publiques et/ou accroître les impôts. En période de crise ou sortie de crise, une telle politique peut enfermer le pays dans la dépression économique (années 1930 suite au krach boursier de 1929).

#### 7) Réalisez un schéma mettant en évidence les enchaînements successifs d'une politique budgétaire de rigueur en période de sortie de crise :

↓ dépenses publiques => ↓ subventions aux entreprises + ↓ aides à la consommation (ex. prime à la casse) =>...